



N° 15 – 6 novembre 2018

## A la Une

---

### Financement du plan d'investissement dans les compétences (PIC)

Lors de son [audition](#) par la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale le 30 octobre, Muriel Pénicaud a confirmé la montée en puissance du PIC en 2019. 3 Mds€ seront ainsi engagés : 1,5 Mds€ financés par des crédits budgétaires et 1,5Mds€ financés par la contribution des entreprises via France Compétences. La ministre a par ailleurs précisé que l'effectif de France Compétences serait porté à 70 équivalents temps plein ([Quotidien de la formation](#), 5 novembre).

## Formation - Emploi

---

### Expérimentations de fusion Missions Locales/Pôle emploi

Une délégation de l'UNML a rencontré Franck Morel, conseiller social du Premier ministre, le 30 octobre pour lui faire part de de son incompréhension face à la proposition d'expérimentation de fusion entre les Missions locales et Pôle emploi. L'UNML a regretté que "cette possibilité d'expérimentation qui s'apparente à une mise sous tutelle des Missions Locales sous Pôle emploi, n'ait pas donné lieu à une concertation préalable, ni à un cadrage de méthode pour répondre aux questions juridiques, financières, de gestion des ressources humaines et de gouvernance qu'elle pose." Franck Morel a indiqué que les expérimentations n'auraient lieu qu'à l'initiative des élus locaux et qu'elles "ne s'inscrivent pas dans une volonté de remettre en cause la spécificité des Missions Locales ni de préfigurer une fusion de l'ensemble du réseau". A l'issue de cette rencontre qui "n'a pas permis de répondre aux inquiétudes du réseau, ni d'avoir des assurances sur l'absence de volonté de fusion des Missions locales dans Pôle emploi.", l'UNML a renouvelé "ses recommandations aux Présidentes et aux Présidents comme aux directions des Missions Locales ou des ARML de faire preuve de la plus grande prudence et de ne pas s'engager dans une expérimentation avec Pôle emploi, qui remette en cause la qualité de l'action territoriale des Missions Locales." ([UNML](#), 31 octobre). La pétition contre la disparition du réseau des Missions locales lancée sur internet il y a quatre semaines, a déjà recueilli 25 000 signatures. Et après l'UNML, l'ARML et l'AMF, des régions se positionnent aussi pour défendre les Missions locales face aux projets d'expérimentations de fusion avec Pôle emploi prévues par le gouvernement ([Localtis](#), 30 octobre). Pour sa part Muriel Pénicaud, lors de son audition à l'Assemblée nationale le 30 octobre, s'est dite "très convaincue par le principe des missions locales" ajoutant cependant que "la coopération doit être systématique" et que "n'est pas une option". Elle a également insisté sur des systèmes d'information communs ([AFP](#), 30 octobre).

### Publication du bilan 2017 de la négociation collective

Selon ce [Bilan](#) présenté le 26 octobre aux partenaires sociaux à l'occasion de la Commission nationale de la négociation collective, en 2017, 1 094 accords de branche ont été signés et enregistrés, en hausse de 6 % par rapport à 2016. Les accords portant sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes sont en hausse de 25 %, ceux portant sur la formation professionnelle enregistrent une baisse de 20 %.

### Publication de l'annexe au projet de loi de finances pour 2019 "Opérateurs de l'Etat"

Selon ce [Jaune](#), mis en ligne le 29 novembre, l'évolution courante des autorisations d'emplois des opérateurs entre la loi de finances initiale pour 2018 et le projet de loi de finances pour 2019 aboutit à une baisse de 3 004 emplois en équivalent temps plein travaillé. Les opérateurs du ministère du Travail sont particulièrement impactés, avec une baisse de 1 385 emplois.

## Opca

---

### Le Fafiec lance une plateforme d'évaluation et de certification des compétences professionnelles

Avec sa plateforme FafieCertif, le Fafiec propose aux salariés de son secteur d'évaluer et certifier leurs compétences professionnelles, d'en attester la maîtrise et/ou d'identifier les compétences nécessitant d'être renforcées par un accompagnement en formation ([Espace Datapresse](#), 30 octobre)

## Europe - Région

---

### Lancement de la troisième Semaine européenne des compétences professionnelles

La Commission européenne, en coopération avec la présidence autrichienne, organise du 5 au 9 novembre à Vienne la troisième édition de la Semaine européenne des compétences professionnelles. Plus de 1 000 manifestations seront organisées à travers l'Europe jusqu'au mois de décembre ([Communiqué de presse de la Commission européenne](#), 31 octobre).

### Création d'une collectivité européenne d'Alsace

Le Gouvernement et les élus alsaciens ont acté le 29 octobre, la création d'ici 2021 d'une collectivité européenne d'Alsace se substituant aux actuels départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. La déclaration commune précise que la collectivité "sera enrichie de compétences supplémentaires et particulières, notamment en matière de coopération transfrontalière, de bilinguisme, d'attractivité du territoire, de transport et de culture" à l'exception de toute compétence régionale ([Localtis](#), 31 octobre).

## A lire

---

- [Testing sur les discriminations sexistes à l'embauche](#), Fondation des femmes, 5 novembre
- [Action Publique 2022 – "Notre stratégie pour la transformation de l'action publique"](#) – Dossier de presse, Comité interministériel de la transformation publique, 29 octobre



**Rédaction Département Documentation** : Emmanuelle Herpin, Stéphane Héroult, Laurence Le Bars, Catherine Quentric, Brice Ravet, Xavier Vonkorad  
[ressources@centre-inffo.fr](mailto:ressources@centre-inffo.fr)

©Centre Inffo 2018

Depuis plus de 40 ans, Centre Inffo décrypte l'actualité de la formation à l'échelle nationale, régionale et européenne. Association sous tutelle du ministère en charge de la formation professionnelle, Centre Inffo est doté d'une mission de service public dans le champ de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles. Interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et des partenaires sociaux, il les soutient et les accompagne dans la réalisation de leurs missions.

Centre Inffo met à la disposition des professionnels une offre de formation complète, une expertise juridique et documentaire, réalise des missions d'ingénierie, de conseil et d'accompagnement et assure un rôle d'animation du débat public. Son agence de presse permet un accès en temps réel à toute l'actualité de la profession.